

Approbation du compte financier de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes pour 1959.

Par arrêté du 7 novembre 1960, est approuvé le compte financier de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes pour l'exercice 1959 s'élevant :

En recettes, à la somme de 249.647.090 F.
En dépenses, à la somme de 221.188.031 F.
Et présentant un excédent de 28.459.059 F.

Courtier juré d'assurances maritimes.

Par arrêté du 19 novembre 1960, M. Michel Flepp est nommé courtier juré d'assurances maritimes à Paris, en remplacement de M. Jacques Porée, démissionnaire.

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Regroupement et transfert à Saint-Junien de collèges d'enseignement technique.

Par arrêté en date du 1^{er} novembre 1960, le collège d'enseignement technique F. 750 du Dorat et le collège d'enseignement technique F. 1371 de Cussac ont été regroupés et transférés à Saint-Junien (Haute-Vienne). Le nouvel établissement fonctionnera sous l'indicatif F. 750. Cette mesure ne sera effective que lorsque l'installation du collège d'enseignement technique de garçons de Saint-Junien dans de nouveaux locaux permettra aux établissements regroupés d'utiliser les bâtiments abandonnés par le collège d'enseignement technique G. 1237.

Complément de l'arrêté du 11 mai 1959 portant création de brevets sanctionnant la formation des cadres chargés de l'enseignement des activités physiques de plein air.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'arrêté du 11 mai 1959 portant création de brevets sanctionnant la formation des cadres chargés de l'enseignement des activités physiques de plein air ;

Vu l'arrêté du 16 janvier 1960 du ministre de l'éducation nationale portant délégation générale et permanente de signature au profit du haut commissaire à la jeunesse et aux sports ;

Sur proposition du sous-directeur de l'éducation physique, des sports et du plein air,

Arrête :

Art. 1^{er}. — L'article 5 de l'arrêté du 11 mai 1959 portant création de brevets sanctionnant la formation des cadres chargés de l'enseignement des activités physiques de plein air est complété comme suit : « Avoir subi avec succès les épreuves de l'examen de fin de stage ».

Art. 2. — Le sous-directeur de l'éducation physique, des sports et du plein air est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 7 novembre 1960.

Pour le ministre et par délégation :

Le haut commissaire à la jeunesse et aux sports,
MAURICE HERZOG.

Epreuves, matières au programme et composition des jurys des examens conduisant à la délivrance des brevets sanctionnant la formation des cadres chargés de l'enseignement des activités physiques de plein air.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'arrêté du 11 mai 1959 portant création de brevets sanctionnant la formation des cadres chargés de l'enseignement des activités physiques de plein air ;

Vu l'arrêté du 7 novembre 1960 complétant l'arrêté précité ;

Vu l'arrêté du 16 janvier 1960 du ministre de l'éducation nationale portant délégation générale et permanente de signature au profit du haut commissaire à la jeunesse et aux sports ;

Sur proposition du sous-directeur de l'éducation physique, des sports et du plein air,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les épreuves de l'examen de fin de stage conduisant à la délivrance du brevet d'initiateur de plein air sont définies comme suit :

- 1° Une épreuve éliminatoire qui consistera en un test de natation.
- 2° Des épreuves pédagogiques et pratiques qui porteront sur : La technique du camp et de la randonnée (coefficient 2). Le secourisme (coefficient 1).

Trois activités physiques de plein air choisies par le candidat parmi celles énumérées ci-après : canoë, escalade, spéléologie, voile, ski, ces épreuves étant organisées de façon à permettre d'apprécier les connaissances techniques des candidats, leurs qualités pédagogiques, leur sens des responsabilités (coefficient 1 pour chaque épreuve).

3° Des épreuves orales, au nombre de quatre, qui porteront sur l'organisation des activités de plein air et les règles de sécurité qui doivent entourer leur pratique :

a) Camps et randonnées (coefficient 1).

b) Trois questions concernant, au choix du candidat, le canoë, l'escalade, la spéléologie, la voile ou le ski (coefficient 1 pour chaque épreuve).

Art. 2. — Chaque épreuve sera notée sur 20. Toute note inférieure ou égale à 6 pourra être rendue éliminatoire sur décision du jury.

Pour être déclarés admis, les candidats devront avoir obtenu aux épreuves pratiques et orales un total de points supérieur à 100.

Art. 3. — Le programme des épreuves pratiques et orales prévues à l'article 1^{er} ci-dessus figure en annexe au présent arrêté.

Art. 4. — Le jury chargé d'examiner les candidats au brevet d'initiateur de plein air sera désigné pour chaque session par le haut commissaire à la jeunesse et aux sports.

Il comprendra l'inspecteur principal de la jeunesse et des sports, président, quatre membres désignés par le haut commissaire à la jeunesse et aux sports, dont un représentant du comité national du plein air.

Art. 5. — Les candidats au brevet d'initiateur de plein air devront adresser à l'inspecteur de la jeunesse et des sports, chef du service départemental de la jeunesse et des sports du département où ils résident, au moins un mois avant la date fixée pour le début du stage à l'issue duquel sera organisée la session d'examen, une demande d'inscription accompagnée des pièces suivantes :

1° Un bulletin d'état civil.

2° Un certificat médical délivré depuis moins de trois mois établissant l'aptitude physique de l'intéressé à la pratique des activités de plein air.

3° Un bulletin n° 3 du casier judiciaire, si le candidat n'est pas fonctionnaire.

Art. 6. — Les épreuves de l'examen de fin de stage conduisant à la délivrance du brevet de moniteur de plein air sont définies comme suit :

1° Des épreuves pédagogiques et pratiques qui porteront sur :

La technique du camp et de la randonnée (coefficient 2).

Quatre activités physiques de plein air choisies par le candidat, parmi celles énumérées ci-après : canoë-kayac, escalade, plongée subaquatique, spéléologie, voile, ski, cyclotourisme (coefficient 1 pour chaque épreuve).

Les candidats possesseurs d'un diplôme de moniteur ou d'instructeur délivré par une fédération ou un organisme de plein air agréé par le haut commissariat à la jeunesse et aux sports pourront être, sur leur demande, dispensés des épreuves pratiques relatives à l'activité considérée.

2° Des épreuves orales, au nombre de six, qui porteront sur :

L'organisation des activités de plein air, des centres et des bases de plein air, la sécurité (coefficient 1).

L'organisation d'un camp ou d'une randonnée (coefficient 1).

Quatre questions concernant, au choix du candidat : le canoë-kayac, l'escalade, la plongée subaquatique, la spéléologie, la voile, le ski, le cyclotourisme (coefficient 1 pour chaque épreuve).

Art. 7. — Chaque épreuve sera notée sur 20. Toute note inférieure ou égale à 6 pourra être rendue éliminatoire sur décision du jury.

Pour être déclarés admis, les candidats devront avoir obtenu pour l'ensemble des épreuves un total de points supérieur à 120.

Art. 8. — Le programme des épreuves pédagogiques et pratiques et des épreuves orales prévues à l'article 6 ci-dessus figure en annexe au présent arrêté.

Art. 9. — Le jury chargé d'examiner les candidats au brevet de moniteur de plein air sera désigné, pour chaque session, par le haut commissaire à la jeunesse et aux sports.

Il comprendra l'inspecteur principal de la jeunesse et des sports, président, cinq membres désignés par le haut commissaire à la jeunesse et aux sports, dont un représentant du comité national du plein air.

Art. 10. — Les candidats au brevet de moniteur de plein air devront adresser à l'inspecteur de la jeunesse et des sports, chef du service départemental de la jeunesse et des sports du département où ils résident, au moins un mois avant la date fixée pour le début du stage à l'issue duquel sera organisée la session d'examen, une demande d'inscription accompagnée des pièces suivantes :

1° Un certificat médical délivré depuis moins de trois mois établissant l'aptitude physique de l'intéressé à la pratique des activités de plein air.

2° Un bulletin n° 3 du casier judiciaire, si le candidat n'est pas fonctionnaire.

3° Une copie certifiée conforme des diplômes et brevets délivrés au candidat par une fédération ou un organisme de plein air agréé par le haut commissariat à la jeunesse et aux sports.